



M. ZEBDI MUSTAPHA, PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION DE PROTECTION ET D'ORIENTATION DU CONSOMMATEUR ET SON ENVIRONNEMENT AU SOIRMAGAZINE :



Photos : DR

«Les consommateurs ne sont pas enthousiasmés par le crédit à la consommation»

Par Sarah Raymouche

Dans le cas où la conjoncture s'inversait, quelles sont les précautions à prendre ?

Il faut dire que des mesures ont été prises par l'Etat pour que le consommateur ne tombe pas dans le surendettement, comme cela s'est passé auparavant. Parmi ces mesures, il s'agit de la création d'une centrale de données enregistrant toute personne ayant fait appel au crédit à la consommation et qui, de ce fait, ne pourra bénéficier d'un autre crédit.

Une autre mesure et des moindre est le taux de retrait. Ce dernier ne doit pas dépasser les 30% du revenu du demandeur. A ce sujet, je voudrais attirer l'attention du consommateur pour qu'il fasse ses calculs.

Le ménage doit être en mesure de subvenir à ses besoins et avoir une vie normale avec 70% de ses revenus habituels. Il faudrait qu'il s'interroge si le ménage peut mener une vie quotidienne avec ce crédit. En d'autres termes, faire un crédit sans se serrer la ceinture. Avant de conclure cette interview, je veux dire que le crédit à la consommation booste l'économie nationale. Mais il est aussi important de rassurer le consommateur en encourageant la stabilité des prix des produits. Pour cela, notre organisation plaide pour la facturation entre les différents maillons de la chaîne de distribution pour donner plus de transparence sur la réalité du coût du produit. Il est aussi important de fixer et contrôler la marge bénéficiaire de chaque produit. Pour les produits de large consommation, nous encourageons la création d'offices interprofessionnels des produits et la concertation entre les ministères concernés pour recenser et contrôler la production. Enfin, nous sommes pour le recensement et le contrôle des chambres froides. ■

LE RETOUR DU CRÉDIT À LA CONSOMMATION, L'ASSOCIATION DE PROTECTION ET D'ORIENTATION DU CONSOMMATEUR ET SON ENVIRONNEMENT (APOCE) A PLAIDÉ POUR DÈS SA CRÉATION EN 2009. LE PRÉSIDENT DE CETTE ORGANISATION DISSÈQUE L'ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DANS LEQUEL INTERVIENT SON RÉTABLISSEMENT ET DONNE LES PREMIERS EFFETS DE CETTE DÉCISION. M. ZEBDI MUSTAPHA, PRÉSIDENT DE L'APOCE PLAIDE LONGUEMENT POUR UN CRÉDIT À 0% D'INTÉRÊT.



Le Soirmagazine : En tant qu'association de protection des consommateurs, que pensez-vous de la relance du crédit à la consommation ?

Zebdi Mustapha : Nous pensons que cela apportera du bien et du réconfort aux consommateurs et cela boostera l'économie nationale par la forte commercialisation des produits locaux. Nous avons dès le début encouragé la relance du crédit à la consommation mais sous réserve de la mise en place d'une centrale à risques afin que le consommateur ne puisse pas avoir plusieurs crédits et se retrouver dans une situation de surendettement. Nous avons aussi plaidé pour l'absence ou l'annulation du taux d'intérêt. En d'autres termes, mettre en place un crédit à la consommation à 0% d'intérêt.

Pourquoi avez-vous plaidé pour ce taux ?

Nous pensons au sein de l'organisation qu'il y a des opérateurs qui ont bénéficié de crédits de millions de dinars sans aucun taux d'intérêt. Alors pourquoi ne pas le permettre à une famille qui va acquérir un réfrigérateur ou un téléviseur? Ceci d'une part.

D'autre part, une question de moralité pour beaucoup de citoyens se pose. Nombreux sont ceux qui refusent l'usure. Ils ont, eux aussi, le droit de bénéficier de ce crédit.

Il y a la formule de mourabaha proposée par certaines banques, pour y remédier...

Nous pensons qu'il n'y a alors pas eu assez de communication à ce sujet. Car, nous n'avons pas beaucoup d'informations sur ce point.

Je reste sur l'idée que l'application du taux d'intérêt a exclu beaucoup de consommateurs qui voulaient faire appel au crédit à la consommation. Alors qu'ils demandent qu'une méthode de calcul soit mise en place pour leur épargner ce taux d'intérêt.

Quel bilan faites-vous depuis la relance du crédit à la consommation ?

Avant de répondre à cette question, je voudrais préciser que notre association était pour la relance pour un argument avancé de taille. Le crédit à la consommation ne devait concerner que les produits locaux, soit avec un taux d'intégration de plus de 40%. Ce qui n'a pas été fait.

Pour répondre à votre question, il

faudrait resituer le contexte de la prise de décision de la relance du crédit à la consommation. Il devrait être mis sur le marché en 2015 alors que le climat économique et financier était bon et favorable. Mais depuis, les choses ont changé.

En 2016, le climat social n'est pas le même. Actuellement, nous constatons l'augmentation du prix de certains produits et la vie est rythmée par la cherté des prix.

Ce qui engendre, logiquement, une diminution du pouvoir d'achat. Donc, même ceux qui ont songé au crédit à la consommation ne peuvent plus le faire car moralement ils priorisent le fait de subvenir à leurs besoins essentiels. Pour résumer, la conjoncture actuelle et l'application du taux d'intérêt sont les deux principales raisons qui freinent le recours au crédit à la consommation. Il n'y a pas un grand enthousiasme de la part des ménages.

Donc, on ne s'attend pas à un grand intérêt. Le seul produit qui puisse connaître un réel engouement est le véhicule Renault Symbol.

Nous pensons que beaucoup de ménages solliciteront le crédit à la consommation pour l'acquisition de ce véhicule.

De plus, comme je l'ai signalé auparavant, nous ne constatons pas une réelle campagne de communication de la part des différents opérateurs et notamment des banques concernées.

